

# Place des individus, pouvoir du collectif...

Le dernier Congrès de l'Uniopss, organisé avec l'Uriopss Île-de-France et qui s'est déroulé le 31 mars et le 1<sup>er</sup> avril à Paris, a été un véritable succès. Il a permis d'explorer de nombreux pans de notre cohésion sociale, mais également de questionner nos leviers d'actions collectifs dans une société de plus en plus individualiste, marquée par les incertitudes. Retour sur ce rendez-vous incontournable des acteurs des solidarités...



© Nicolas Rodet

- 14 Quelles certitudes dans un monde d'incertitudes ?
- 16 Comment assurer collectivement la protection sociale de tous ?
- 18 Le modèle non-lucratif a-t-il encore un avenir ?
- 20 Sentiment d'abandon des individus, désertification des territoires : quels effets sur notre cohésion sociale ?

# Quelles certitudes dans un monde d'incertitudes ?

La première table ronde du Congrès de l'Uniopss, le 31 mars, a dressé un état des défis que notre société devra relever dans les années à venir, que ces derniers soient certains ou plus incertains. Des échanges passionnants.

Le 36<sup>e</sup> Congrès de l'Uniopss s'est ouvert à Paris le 31 mars dernier, dans une époque complexe et incertaine, dans laquelle le rapport des individus avec le collectif est régulièrement questionné. Quels sont les défis que nous devons collectivement relever dans une société de plus en plus individualiste ? Quels sont les facteurs qui vont consolider ou au contraire affaiblir notre cohésion sociale ? Comment retrouver ce pouvoir d'agir ensemble ? Voici les quelques questions auxquelles ont tenté de répondre Frédéric Dabi, directeur général de l'Ifop et Laurence de Nervaux, directrice générale du *think tank* Destin commun.

Les deux experts ont rappelé à quel point notre monde avait basculé dans l'incertitude, un sentiment largement entretenu par la crise internationale, mais également par la crise politique et le climat de défiance à l'égard de nos institutions. Selon Laurence de Nervaux, cette dynamique comporte trois dimensions : « *l'incertitude : on ne voit pas le bout du tunnel ; la dimension de l'impuissance : on n'a l'impression de ne pas être aux manettes de sa vie ; et la complexité : le monde est de moins en moins lisible* ». D'autre part, il semble que nos rapports à la consommation déteignent sur notre rapport à la politique. « *Dans la consommation,*

## L'éthique au secours d'un monde en quête de sens

Dans une époque de plus en plus incertaine, les acteurs de la solidarité sont confrontés à un certain nombre d'impasses et s'interrogent parfois sur le sens de leur action. Quels sont les bénéfices de la démarche éthique pour tenter de trouver collectivement des réponses à toutes ces questions ? Dans le cadre de la deuxième table ronde du Congrès de l'Uniopss, Fabrice Gzil, professeur de philosophie et de bioéthique à l'Université Paris Saclay, codirecteur à l'Espace éthique d'Île-de-France et membre du Comité consultatif national d'éthique et Magali Assor, vice-présidente du Comité d'éthique de l'Uniopss, cheffe de projet « Démarche de réflexion éthique » à la Fondation Œuvre de la Croix St Simon et directrice du Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie (CNSPFV), ont évoqué

ces vastes sujets. « *L'éthique, ce n'est pas de la morphine. La démarche n'a pas vocation à faire oublier qu'il y a des déficits de financement, de personnel* », a rappelé Fabrice Gzil. En revanche, l'éthique peut aider à comprendre pourquoi une situation est vécue difficilement, arbitrer et redonner du sens. « *Elle amène aussi à se reposer des questions fondamentales et à clarifier les valeurs qui guident l'action.* » Un constat que partage Magali Assor qui souligne l'importance, pour atténuer le sentiment d'impuissance dans un monde qui ne cesse de s'accélérer, de s'inscrire dans une perspective de coopération et de cohésion grâce à la démarche éthique. « *Quand on est seul, on devient sauveur, bourreau ou victime. Mais au-delà de cela, on s'essouffle,*



*on s'épuise. L'épuisement profond des individus, professionnels, bénévoles, peut être dramatique pour l'individu mais aussi pour les personnes qu'on est censé accompagner. Il est absolument nécessaire d'avoir ces espaces collectifs pour se fortifier et prendre des décisions dans lesquelles on ne se sent pas trop défiguré.* » ●

on a la capacité à tout individualiser, tout customiser, les ingrédients de sa salade, le choix d'une série sur Netflix, le choix des caractéristiques de son copain ou sa copine sur Tinder. On a le sentiment qu'on peut faire la même chose quand on va choisir un candidat aux élections. »

### Du commun partout

Laurence de Nervaux note pourtant un décalage entre le récit et le réel. Le récit dominant se caractérise en effet par le déclin, la division et la dilution. « *Quand on demande aux gens comment est la société française, ils disent à 89 % que notre pays va dans la mauvaise direction. À 75 %, l'identité de la France est en train de disparaître et nos différences sont trop importantes pour continuer à avancer ensemble, mais quand on demande aux gens de manière individuelle, comment va votre vie, quel est votre état d'esprit, systématiquement l'image est beaucoup plus positive que cela.* » Dans ce cadre, la fierté est un sentiment largement partagé autour de valeurs fortes, comme le drapeau, la beauté de notre pays ou encore la fraternité. Une analyse que partage Frédéric Dabi : « *Je suis frappé de voir qu'il y a du commun partout. Le clivage gauchedroite, qui était le fer de lance de la déchirure des Français s'est absolument effondré. Les Français disent qu'il y a des différences, mais quand on leur demande de parler de leur vision de l'insécurité, de l'immigration, de la dette, des services publics, il y a énormément de commun. Mais malheureusement, personne ne ramasse ce commun.* »

### Sentiment d'appartenance

Quels sont alors les leviers à activer pour retrouver ce sentiment collectif d'appartenance ? Les deux intervenants insistent sur le fait de travailler sur ce que l'on appelle le continuum de l'engagement. Il existe dans la société française un gisement énorme de solidarités. Les citoyens se disent prêts à s'engager dans des actions au niveau local, mais ne s'en sentent pas capables car il y a un sentiment d'impuissance. Il semble donc nécessaire de mettre en lumière ces engagements qui restent bien souvent sous les radars de l'actualité et de créer des



ponts entre toutes ces expressions de la solidarité dans notre pays. « *Le contexte international nous met tous dans un état de sidération, mais les excès et les dérives de plusieurs grandes puissances, nous aident d'une certaine façon, car elles nous montrent ce vers quoi on ne veut pas aller. Quand on demande aux Français à quoi ressemble votre société idéale dans dix ans, les deux adjectifs reviennent : respectueuse de l'environnement et humaine.* », souligne Laurence de Nervaux. ●

## L'empathie permet-elle de rencontrer l'autre ?

L'empathie est un sentiment familier parmi les acteurs de la solidarité. Elle est souvent invoquée pour définir les relations idéales entre les individus. Pour autant, les contours de cette notion sont-ils véritablement définis ? Cette fameuse empathie n'est-elle pas un piège ? Permet-elle vraiment de rencontrer l'autre ? Dans une intervention remarquable et décalée, Samah Karaki, docteure en neurosciences et auteure notamment d'un ouvrage passionnant intitulé : « *L'empathie est politique* », a



proposé une réflexion sur le sujet. Une occasion de comprendre que ce sentiment est forcément sélectif et limité chez chaque individu et doit être à ce titre manié avec une extrême précaution. « *Ce que nous avons appris du monde, est tellement automatique, tellement*

*enraciné en soi, qu'on ne se rend pas compte que l'identification que nous faisons des autres dépend de la valeur qui leur a été attribuée* », a-t-elle précisé. Selon la neuroscientifique, plutôt que de s'identifier à l'autre, il est préférable de le rendre visible. « *Le reproche que je fais à l'empathie, c'est qu'elle parle, interprète, raconte à la place de l'autre. Alors que ce qui est peut-être plus intéressant, c'est d'écouter.* » ●

### Le Congrès en chiffres

1200 participants

20 ateliers

4 temps de plénière

45 exposants

Retrouvez l'ensemble des replays du Congrès sur la chaîne YouTube de l'Uniopss.

# Comment assurer collectivement la protection sociale de tous ?

Lors d'une table ronde du Congrès, le 31 mars, Michaël Zemmour, économiste et Aurélie Combas-Richard, directrice déléguée aux opérations de l'Assurance Maladie, ont envisagé les grands défis de notre système de protection sociale.

Après s'être interrogé sur ce qui nous relie les uns aux autres et sur notre pouvoir s'agir commun, il paraissait incontournable de questionner, dans un deuxième temps de plénière, l'avenir de notre modèle social. Est-on mieux protégé individuellement ou collectivement pour faire face aux risques et épreuves de la vie ? Quels sont les bénéfices, mais également les failles de notre système de protection sociale ?

Michaël Zemmour, économiste, enseignant-chercheur à l'Université Louis Lumière de Lyon et Aurélie Combas-Richard, directrice déléguée aux opérations de l'Assurance Maladie, ont consacré leurs échanges à ces questions, le 31 mars, dans une table ronde du

Congrès de l'Uniopss. Michaël Zemmour a réfuté la notion de coût lorsque l'on évoque notre système de protection sociale, en rappelant que la protection sociale est avant tout une répartition collective du revenu entre les citoyens. « Il y a une partie de notre revenu qu'on choisit d'affecter en fonction de droits et de besoins, et pas uniquement en fonction du temps passé au travail. On ne peut pas parler d'un coût. Il n'y a pas d'argent qui disparaît. Les ménages ne sont pas plus pauvres qu'avant, mais on a réparti les revenus ». D'autre part, notre système a depuis longtemps apporté la preuve de son efficacité, en permettant, par exemple, de réduire considérablement la pauvreté des personnes âgées, ou encore en diminuant les inégalités en santé et les difficultés d'accès aux soins. Une vision qu'a partagée Aurélie Combas-Richard : « Nous sommes bien contents d'avoir ce modèle



© Nicolas Rodet

## Quelles réalités de l'action sociale dans les territoires ?

Une table ronde du Congrès de l'Uniopss s'est penchée, le 31 mars, sur la gouvernance des politiques sociales, notamment la transformation de l'offre, ainsi que sur les marges de manœuvre dont disposent encore les associations pour continuer à faire valoir leurs spécificités à l'échelle locale et la juste réponse aux besoins de chacun. Un échange entre Stéphane Troussel, président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis et Marie-Anne Montchamp, directrice générale de l'OCIRP et ancienne ministre, animé par Guillaume Fritschy, directeur de l'Uniopss Occitanie. Selon Stéphane

Troussel, les besoins sociaux et en santé ne cessent d'évoluer, d'où l'importance d'opérer une transformation de l'offre. Dans ce cadre, il ne faut pas perdre de vue que les collectivités territoriales ont un rôle tout à fait central à jouer, sachant que l'État ne peut pas répondre aux besoins sociaux dans la proximité. Pour Marie-Anne Montchamp, même si la part des dépenses non pilotables dans les départements a tendance à s'accroître et pèse sur la capacité à avoir des politiques sociales en phase avec la réalité, il est possible d'adapter ces politiques sociales à la spécificité de nos territoires. « C'est le

sens même de la décentralisation. » Les deux intervenants ont abordé de nombreux sujets, notamment celui de l'attractivité des métiers, en rappelant que les associations restent des partenaires incontournables des pouvoirs publics pour faire vivre et évoluer les politiques des solidarités. ●



© Nicolas Rodet

qui est fait d'individualités, mais qui est collectif, solidaire, universel, c'est notre amortisseur en cas de coups durs. Il n'est pas parfait, je suis d'accord, mais il est quand même plutôt efficace pour essayer d'atténuer certaines inégalités. » Après avoir évoqué les nombreuses dérives possibles de la responsabilisation des personnes les plus fragiles autour des prestations qu'elles perçoivent, en particulier dans le domaine de la lutte contre l'exclusion, les deux intervenants sont revenus sur les nombreux défis à relever dans les années et décennies à venir.

### Défi écologique

Aurélie Combas-Richard a tout d'abord insisté sur le défi écologique. « Nous voyons bien qu'avec le changement climatique, nous avons de nouvelles pathologies qui arrivent, notamment respiratoires, des pathologies liées à l'alimentation, un certain nombre de cancers. Il s'agit bien d'un risque qu'il faut désormais prendre en compte. »

Pour elle, au regard de l'explosion à venir des dépenses de santé, un effort doit aussi être réalisé dans le domaine de la prévention, notamment en direction des populations modestes, encore très éloignées des grandes campagnes menées en direction du grand public. « Il est possible que nous soyons dans une période de stagnation, dans une période où l'on ne peut pas nécessairement miser sur le fait qu'on va être plus riche pour faire face à des nouveaux besoins. Et pourtant les nouveaux besoins, on sait qu'ils vont être là. Tout ceci nous renvoie à une question : puisque le risque augmente, est-on prêt à souhaiter socialiser davantage de dépenses, au risque, si nous ne le faisons pas, de dégrader nos protections collectives ? », a conclu Michaël Zemmour. ●

## Voyage littéraire aux côtés de Delphine de Vigan

C'est un véritable moment de grâce qu'a proposé la célèbre romancière Delphine de Vigan, dans le cadre du dernier Congrès de l'Uniopss. Dans notre société marquée par l'individualisme, nos vulnérabilités sont bien souvent condamnées à rester à la marge, dans l'ombre. Au travers de toute son œuvre littéraire, Delphine

de Vigan arrive à mettre en lumière ces fragilités qui nous concernent tous, à les sublimer et à nous rappeler que, sans les autres, nous ne sommes presque rien. Intervenant en lisant quelques extraits de ses romans les plus emblématiques, comme « Les grâces » et plus récemment, « Je suis Romane Monnier », elle a offert aux congressistes un grand moment d'émotion et de partage au travers d'un regard décalé sur les dérives de notre époque.



© Nicolas Rodet

## Quelles alternatives pour notre système de protection sociale ?

Notre système de protection sociale est parfois considéré comme trop coûteux. Certains s'interrogent sur sa viabilité dans les années et décennies à venir, tant les risques à couvrir sont nombreux et de plus en plus lourds. Quelles sont les pistes à envisager collectivement pour préserver, voire améliorer, les missions de la Sécurité sociale ?

Une table ronde du Congrès rassemblant Éric Chenut, président de la Fédération nationale de la Mutualité française et Bruno Palier, directeur de recherche au CNRS

à Sciences Po, a fait le point sur le sujet. Les deux intervenants ont évalué les nouvelles sources possibles de financement. Or, ces dernières années, la logique a été celle d'une réduction des dépenses, notamment des cotisations sociales, ce qui a contribué à creuser le trou de la Sécurité sociale. Selon eux, il convient de changer de logique, en s'inscrivant dans une perspective d'investissement social. Les deux intervenants ont également convenu que toutes ces questions, en apparence techniques,



© Nicolas Rodet

devaient faire l'objet d'un véritable débat démocratique pour décider collectivement des choix à opérer. Telle est l'optique des États généraux de la santé et de la protection sociale initiés notamment par la Mutualité française et l'Uniopss. ●

# Le modèle non-lucratif a-t-il encore un avenir ?

La première table ronde du troisième temps de plénière du Congrès, le 1<sup>er</sup> avril, s'est intéressée au futur des associations de solidarité et à leur place dans l'ESS. Une occasion de rappeler un certain nombre de valeurs.

**D**e plus en plus concurrencé par le secteur commercial, le modèle non-lucratif est parfois remis en cause, étant considéré comme peu efficace. Quelles sont ses plus-values ? Quelle place des associations de solidarités au sein de l'ESS ? Quelles collaborations à envisager avec les pouvoirs publics pour faire valoir les spécificités du secteur ?

*constat, j'ai tendance à dire que le lucratif, quand il concerne les vulnérabilités, est une faute politique. C'est même une faute morale que de rémunérer des investisseurs sur la vulnérabilité des personnes.* » Anna Sauri-Lopez a, quant à elle, rappelé les nombreuses plus-values du secteur non-lucratif et sa place incontournable pour préserver notre cohésion sociale. « *Nous ne nous inscrivons pas dans une recherche de rentabilité, mais nous nous intéressons à l'impact social de nos actions sur les conditions de vie des personnes. Notre boussole, c'est donc la réponse aux besoins.* » Dans cette perspective, les acteurs des solidarités se situent le plus souvent dans le temps long, contrairement au temps politique, qui est parfois celui des grandes annonces et des visions à court-terme.

## Vers la création d'une marque ESS ?

L'une des principales difficultés actuelles, a rappelé Benoît Hamon, est que l'environnement dans lequel les associations agissent ne favorise pas aujourd'hui les modèles non-lucratifs. « *Aujourd'hui par exemple, l'innovation sociale, quand elle est hébergée par nos établissements, les vôtres, ne fait l'objet d'aucun crédit d'impôts alors que l'innovation technologique en bénéficie.* » Il semble donc utile, si on veut traiter cette question plus en profondeur, de raisonner sur la manière dont le plaidoyer associatif impacte l'environnement politique, législatif, réglementaire, pour favoriser le modèle non-lucratif, et pas comme aujourd'hui le modèle lucratif. Le président d'ESS France est revenu, dans ce cadre, sur la stratégie de développement de l'ESS et sur les propositions qui ont été faites au gouvernement ces dernières semaines : « *l'objectif est que le champ de la vulnérabilité des personnes commence à faire des transitions vers des modèles*



© Nicolas Rodet

Telle était la thématique de la table ronde du Congrès de l'Uniopss qui s'est déroulée le 1<sup>er</sup> avril et qui a rassemblé Bernadette Pilloy, présidente du Conseil français des personnes handicapées pour les actions européennes et internationales, Benoît Hamon, président d'ESS France, Anna Sauri-Lopez, présidente de l'Uriopss Auvergne-Rhône-Alpes et Roland Janvier, président de la Commission « Modèle socio-économique des associations », de l'Uniopss. Selon Roland Janvier, s'intéresser aux questions des vulnérabilités, c'est inévitablement toucher à la question du vivre ensemble et cela comporte forcément une dimension militante. « *Partant de ce*

qui ne seraient qu'à *lucrativité limitée, orientés au moins vers un bénéfice raisonnable pour des acteurs qui se transforment. On verra ce que le gouvernement retiendra de nos propositions.* »

Cette stratégie inclut le fait de mieux identifier les acteurs de l'ESS et la place des associations au travers de la création d'une marque ESS au sein de laquelle les acteurs de cette économie pourraient se fédérer et gagner en visibilité. Pour Anna Sauri-Lopez, l'un des intérêts de cette dernière proposition est de peser sur les choix politiques, dans un espace commun. « *On a tout intérêt, vu les enjeux qu'on a évoqués de la lucrativité du secteur lucratif, à venir peser et avoir des espaces de plaidoyer commun. Il faut que nous soyons acteurs et actifs.* »

### Rapport de force

Les intervenants ont également longuement insisté sur la nécessité de rééquilibrer les rapports entre les acteurs non-lucratifs et les pouvoirs publics qui les financent parfois. Sans les associations de solidarité, le modèle social français ne fonctionnerait pas. « *Il faut insister sur le fait que nos associations sont les lieux privilégiés de participation des personnes concernées et cet objectif doit être encore développé. Si on y parvient, le rapport de force avec les pouvoirs publics va évoluer. Alors, des alliances pourront se construire. En faisant ensemble, nous pourrions imposer à l'État de tenir ses engagements constitutionnels sur la solidarité* », a conclu Roland Janvier. ●

## La culture, ciment de notre cohésion sociale

Dans une société de plus en plus individualiste, les leviers d'actions collectives sont bien plus nombreux qu'il n'y paraît. Tout comme le secteur de la solidarité, la culture constitue un socle à partir duquel nous pouvons tous



nous retrouver. Pour en parler, l'Uniopss a eu la grande chance d'accueillir Thomas Jolly, acteur, comédien, metteur en scène et directeur artistique des cérémonies des JOP de Paris 2024. Celui-ci est évidemment longuement revenu sur les conditions d'organisation de ces cérémonies, mais également sur ses effets sur l'ensemble de la société française. « *Cet évènement a prouvé que, quand on regarde tous la même chose,*

*au même moment, avec certaines valeurs, cela crée ce sentiment d'unité. Je pense que beaucoup de gens se sont sentis considérés, avec l'impression d'appartenir à un ensemble, un collectif, celui de la France. La culture rassemble, elle unifie, elle rend fier, tant mieux, mais surtout elle donne du sens dans un monde qui est un peu troublé, elle donne de la force.* » Thomas Jolly a par exemple rappelé que 86 % des Français et Françaises estimaient la cérémonie réussie et comme ils l'attendaient. « *Cela prouve donc que 86 % sont d'accord pour bien vivre ensemble, contrairement à ce qu'on nous serine souvent, dans certains médias.* » ●

## Le bénévolat : pilier de notre modèle d'engagement solidaire ou variable d'ajustement économique ?

Le bénévolat se situe au cœur de notre cohésion sociale, mais aussi de l'identité des associations de solidarité. Quels sont ses bénéfices et les enjeux de son développement, alors que les financements des acteurs des solidarités ne font que diminuer et que

le secteur connaît une crise profonde d'attractivité ? Comment promouvoir une société de l'engagement ? Telle était la thématique de la table ronde du Congrès de l'Uniopss qui s'est déroulée le 1<sup>er</sup> avril et qui a rassemblé Yann Lasnier, délégué général des

social. Yann Lasnier a souligné l'importance de réfléchir à la possibilité que tous ces bénévoles puissent venir en soutien à un secteur des solidarités en mal d'attractivité et dont les financements ne cessent de diminuer.

« *Il ne s'agit pas, bien entendu, de remplacer les professionnels, mais d'optimiser les forces mobilisables* », a-t-il précisé. L'une des conditions pour atteindre cet objectif est de favoriser une société de l'engagement, en facilitant un *continuum* dans ce domaine, allant de l'enfance jusqu'à la retraite. Une occasion de repenser le fonctionnement de la société et les rapports que nous entretenons les uns avec les autres. ●



Petits Frères des Pauvres et membre du Bureau de l'Uniopss, ainsi que Florence Gérard, présidente de l'association La Mie de Pain. Les deux intervenants sont longuement revenus sur les nombreux bénéfices du bénévolat, cette « petite France » souvent méconnue et qui apporte tant à notre cohésion

# Sentiment d'abandon des individus, désertification des territoires : quels effets sur notre cohésion sociale ?

Une table ronde du Congrès est revenue, le 1<sup>er</sup> avril, sur les facteurs qui peuvent conduire aux votes extrêmes. Une occasion de faire le point sur les principales fractures françaises.

Après s'être intéressé aux liens que nous pouvons entretenir les uns avec les autres et à nos leviers d'action collectifs, les congressistes ont eu l'occasion de s'interroger dans le cadre d'une table ronde qui s'est déroulée le 1<sup>er</sup> avril, sur les principales sources de défiance qui fracturent

la société française et qui amènent aux votes extrêmes. Un échange auquel ont participé Vincent Jarousseau, journaliste, documentariste et auteur de « *Dans les âmes et les urnes* », Pascal Cordier, président de l'Uriopss de Normandie et Claire Hédon, Défenseuse des droits. Cette dernière a tout d'abord pris la parole au pupitre, rappelant l'écart grandissant entre le droit, tel qu'inscrit dans les textes, et son effectivité.

Un écart qui mine la confiance dans les institutions et la démocratie. « *Plus de 165 000 réclamations ont*

*été reçues en 2025, c'était 100 000 en 2020. Cela dit quelque chose sur la difficulté de l'accès aux droits. On ressent la difficulté d'accès aux services publics, quand les enfants sont considérés comme objets de droit et non pas sujets de droit, et quand on lance une alerte, on craint des représailles.* »

Selon la Défenseuse, l'augmentation de la précarité et de la pauvreté est liée à la difficulté d'accès aux droits. « *Nous ne cessons d'alerter sur l'éloignement progressif des services publics, avec des*

*guichets qui ferment, des démarches qui se complexifient, le silence des services publics. Tout ceci est évidemment aggravé par la dématérialisation. En somme, la modernisation ne doit pas rimer avec éloignement, sinon c'est un sentiment d'abandon réel qui s'installe* ». Les communes rurales sont particulièrement touchées. Ainsi, 21 % des habitants des communes de moins de 2 000 habitants déclarent rencontrer souvent des difficultés face aux services publics. Ces écarts s'expliquent par un accès plus limité au numérique, des difficultés à joindre un interlocuteur et surtout la disparition progressive des guichets de proximité.

## Repli

« *Les difficultés d'accès aux droits et les inégalités affectent nos dispositions à l'égalité, notre pouvoir d'agir en commun, elles entraînent le repli sur soi. Cela remet directement en cause l'adhésion au cadre démocratique. Plus de 4 jeunes sur 10 sont d'accord avec l'idée que d'autres systèmes sont aussi bons que la démocratie* », a affirmé Claire Hédon.

Remédier aux situations d'exclusion suppose de réaffirmer que les droits constituent un socle commun. Cela implique de mieux associer les personnes accompagnées aux décisions qui les concernent, de faire émerger une véritable culture des droits. Cette intervention a été suivie d'un échange entre Pascal Cordier et Vincent Jarousseau, spécialiste de l'extrême droite. Ce dernier est longuement revenu sur son ouvrage dans lequel il décrit les mécanismes qui mènent au vote à l'extrême droite. Ainsi, le chômage de masse est l'un des facteurs de la montée en puissance du Rassemblement national, mais il y a aussi une nouvelle organisation sociale du travail, des rapports sociaux qui ont



© Nicolas Rodet

complètement changé, de même que ceux que les citoyens entretiennent avec la démocratie. « *Et depuis 2022, on a une sorte de normalisation sociale du vote Rassemblement national, avec des classes moyennes supérieures qui votent aussi pour ce parti, qui ont épousé des formes d'idéologies dominantes sur l'égoïsme, l'individualisme. C'est à prendre en compte dans le rapport aux services publics.* » Un diagnostic que partage Pascal Cordier, qui souligne le sentiment d'abandon de certains citoyens, en particulier devant la disparition des services publics dans plusieurs territoires, mais également avec l'impression de plus en plus forte de ne pas être écoutés.

Les deux intervenants ont également évoqué les pistes d'action qui pourraient contribuer à atténuer cette volonté de voter pour les extrêmes. « *De nombreux citoyens souhaitent s'organiser, faire des choses ensemble, mais pas forcément dans le cadre d'associations constituées. Et je crois que c'est peut-être aussi le rôle de ces associations historiques d'être à l'écoute de cette aspiration à des formes d'autonomie collective que l'on voit beau-*



*coup dans nos régions, villes et villages* », a affirmé Vincent Jarousseau. Selon Pascal Cordier, les associations ont un rôle fondamental à jouer pour observer ces situations d'exclusion au plus proche des territoires. « *Il convient également d'insister sur le rôle inestimable des bénévoles qui sont parfois les derniers des maillons de cette chaîne de solidarité.* » ●

## Réconcilier les individus avec le collectif : un impératif démocratique ?

La dernière table ronde du Congrès de l'Uniopss, le 1<sup>er</sup> avril, s'est intéressée aux liens à réinventer avec le collectif, dans une société dominée par l'individualisme. Animée par Patricia Sitruck, vice-présidente de l'Uniopss, elle a rassemblé Christophe Robert, délégué général de la Fondation pour le logement des défavorisés et porte-parole du Pacte du pouvoir de vivre et Matthieu Angotti, inspecteur général des Affaires sociales et auteur de « *Agir ensemble au coin de la rue, plaider pour une résistance démocratique locale* ». Selon ce dernier, chacun et chacune voit tous les jours la solitude terrible qui nous assaille, qui peut assaillir n'importe qui, n'importe quand, « *c'est un ressenti dans le monde social et médico-social* ». Mais paradoxalement, nous sommes aussi à un moment où

des choses deviennent visibles, un moment où depuis dix, quinze, vingt ans, nous mettons le doigt sur des situations de violence, de discrimination. « *Il y a quelque chose de l'ordre de la recomposition. Derrière cette dénonciation des rapports de domination, de cette violence, nous pouvons aller chercher de l'énergie.* »

Pour Christophe Robert, la réalité de l'engagement collectif reste très importante en France et il y a un vrai décalage entre le débat public et cette réalité-là. « *Avec le Pacte du pouvoir de vivre, on a produit un document, « Pouvoir de ville », dans lequel nous avons additionné ce qui se fait dans les domaines du sport, de la santé, de la culture sur le plan local et les initiatives sont très nombreuses et diverses. Dans ce pays, il y a les forces pour faire, mais il y a aussi quelque chose qui ne tourne pas comme il faut, en particulier pour ce qui concerne l'accompagnement des citoyens les plus fragiles, et la responsabilité du politique dans cette histoire est colossale.* »

Au-delà de ce constat, les deux intervenants ont insisté sur la nécessité de permettre aux personnes vulnérables de contribuer à améliorer les dispositifs qui les concernent, mais également de donner aux citoyens la possibilité de faire entendre leur voix. « *Regardez quand il y a des budgets participatifs, les gens s'investissent et quand il y a des consultations, les gens se mobilisent. On a besoin de tout le monde et dans cette optique de mobilisation, des transformations institutionnelles profondes semblent aujourd'hui incontournables* », a conclu Christophe Robert. ●

